

Contrôles franco-allemands sur le Rhin p.4

VIVA CITÉ

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

NUMÉRO 122 - DU 7 AU 30 AVRIL 2012 - 1,50 EURO

La bête de foires se rénove



Des équipements agrandis et modernisés doivent redynamiser une activité ancienne.

Les promesses du tram

Le prolongement de la ligne A vers le centre d'Illkirch-Graffenstaden, à l'horizon 2015, ravive l'espoir de dynamiser le cœur de la ville.

L'EXTENSION du tram A vers le centre d'Illkirch-Graffenstaden est prévue pour 2015. « L'objectif est de renforcer l'attractivité de la ville. A partir des anciennes friches industrielles, on a réussi à faire émerger un lieu de centralité », explique Jacques Bigot, maire de cette commune de 26 000 habitants.

Le Centr'III, inauguré en 2001, illustre cette volonté. Ce centre commercial implanté au cœur d'Illkirch est composé de douze commerces, dont un supermarché Simply. Sa façade en briques rouges témoigne du passé industriel de la ville, ainsi que la Société alsacienne de constructions mécaniques (SACM).

Un centre d'accès difficile

Grégory Hoffmann, patron du Vin'III café et président des commerçants du Centr'III, se positionne clairement en faveur de la venue du tram. « Il y a 3000 étudiants sur le campus qui mangent à midi, plus tous les gens qui travaillent au Parc d'innovation, explique-t-il. Ici, c'est loin, donc ils ne viennent pas. Avec le tram, ils seront plus rapidement dans Illkirch. Pour moi, ça fait beaucoup de clients potentiels. » Pour l'instant, l'avant-dernier arrêt de la ligne A dessert le campus. Sans le prolongement, il est plus facile pour les étudiants de se rendre à Strasbourg qu'au centre d'Illkirch.

D'après Jacques Bigot, une étude non publiée, réalisée auprès des jeunes du campus d'Illkirch, révèle notamment qu'ils « aimeraient aller à la médiathèque, mais qu'elle n'est pas desservie ». Inaugurée en 2006, elle fait partie des réalisations culturelles qui ont déjà contribué à dynamiser Illkirch. Tout



Le tram A s'arrête rue Lixenbuhl. Il faudra 1,8 km de voie supplémentaire pour relier le centre d'Illkirch.

comme la salle de spectacles l'Illiade, bâtie la même année et située à deux pas du Forum de l'III, principale place du cœur de la ville depuis 2007. Cet édifice arrondi, grâce à sa salle de cinéma et à sa vaste programmation de spectacles, connaît un rayonnement qui dépasse les frontières de la commune.

Toujours dans le domaine culturel, la Maison d'enseignement et de pratique des arts remplacera l'ancienne chaufferie de la SACM, de l'autre côté de l'III. Le but est de créer un lieu de formation artistique, dans les domaines de la musique ou encore du théâtre, alors que les structures mises en place jusque là sont

principalement des lieux de diffusion de la culture. Ce nouveau complexe, qui ouvrira en 2013, sera situé à proximité du futur terminus du tram. L'accès se fera par une passerelle qui enjambera la rivière, symbolisant la progression du centre-ville vers l'ouest.

Michel Morciano, 47 ans, habite dans le centre d'Illkirch, mais travaille à la faculté de pharmacie. Pour lui, l'arrivée du tram sera un moyen plus écologique et économe de se déplacer professionnellement : « Là où on peut économiser sur la voiture, il faut le faire. Surtout dans le cas des trajets professionnels. ». Actuellement, il se rend au campus en véhicule ce qu'il préférerait éviter.

Pour l'heure, Lixenbuhl est le terminus provisoire et « il n'y a pas d'infrastructures correctes pour la connexion bus-tram, ni de parking », déplore Jacques Bigot.

Marcher ou attendre

Aujourd'hui, lorsque le tram s'arrête au terminus, deux solutions s'offrent au passager qui souhaite se rendre au centre-ville : marcher, ou bien attendre le bus. Sur les trois lignes disponibles, deux y mènent. A pied, la situation est plus compliquée. Il faut marcher une quinzaine de minutes, en traversant des quartiers résidentiels aux signalisations quasi inexistantes.

En dehors des jours de marché, le secteur du Forum de l'III semble toujours calme et les bus qui passent le long de la route de Lyon sont quasiment vides, hormis aux heures de pointe. La mairie fait le pari que l'arrivée du tram permettra de dynamiser le centre-ville. Mais Alfonso Alfano, de l'association « Un tram pour qui ? », qui regroupe une cinquantaine d'opposants au tracé envisagé, critique la pertinence d'un tram qui passera dans un centre peu fréquenté en semaine.

Pour certains Illkirchois, une extension vers l'Est, zone plus densément peuplée, aurait été plus logique et profitable au plus grand nombre.

Des questions se posent aussi au sujet de la configuration du Forum de l'III. Selon Denis Menger, bijoutier, la place pourrait perdre de sa convivialité : « Avec les aménagements déjà réalisés ces dernières années, la place est devenue un vrai lieu de vie. En été, par exemple, les enfants viennent y jouer avec les jets d'eau. Alors imaginez un tram qui passerait entre le centre commercial et le forum... Cela serait dangereux en plus ! ».

Opposants, et partisans du projet d'extension du tram auront l'occasion de se faire entendre à l'automne.

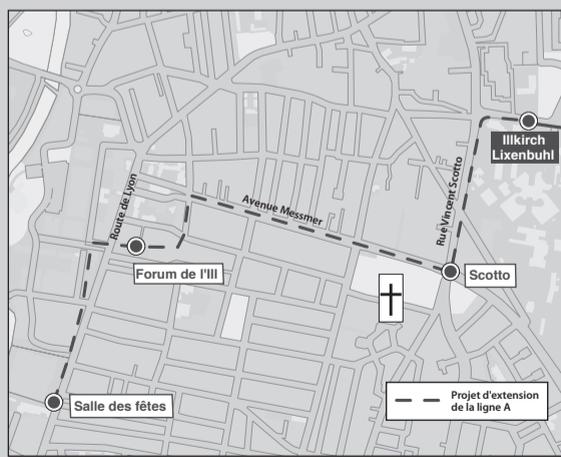
MAXIME MEYER
CAMILLE RICHEBOIS

L'EXTENSION EN DÉTAILS

Le tracé envisagé de 1,8 kilomètre passera par l'avenue Messmer avant de longer la route de Lyon, principale artère du centre. Pour éviter de trop modifier les abords de l'avenue Messmer, le tram circulera sur une voie le long de ce tronçon. Un trajet ponctué de trois arrêts, dont le terminus, à proximité du Forum de l'III. Le coût d'investissement est estimé à 32,5 millions d'euros pour les travaux d'infrastructure et les dépenses de maîtrise d'ouvrage.

L'extension du tram A était inscrite dans le Schéma de cohérence territoriale (Scoters) de 2006, ainsi qu'au Schéma directeur des transports collectifs de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) pour 2025. Le conseil municipal d'Illkirch a émis un avis favorable sur les modalités de la procédure de concertation publique organisée par la CUS qui s'est tenue en automne 2010.

Les travaux pourraient être engagés en 2013 pour une mise en service à l'horizon 2015.



Le communautarisme sans voix

Culture, logement, discrimination : le Conseil des résidents étrangers aborde des sujets d'intérêt général. Avec l'espoir d'obtenir un jour le droit de vote aux élections.

DONNER le droit de vote aux étrangers, c'est ouvrir la voie au vote communautaire », a déclaré Nicolas Sarkozy le 3 mars dernier, lors d'un meeting à Bordeaux. Un point de vue que conteste le Conseil des résidents étrangers de Strasbourg.

Fervent défenseur du droit de vote et d'éligibilité des étrangers, il prouve par sa structure et par les sujets qu'il traite, que la représentativité des étrangers n'est pas forcément synonyme de communautarisme.

Dès 1993, la municipalité dirigée alors par Catherine Trautman (PS) avait créé un Conseil consultatif des étrangers. La municipalité de droite menée par le tandem Keller-Grossmann y avait mis un terme en 2001. En 2009, il est relancé par le maire socialiste Roland Ries sous la forme du Conseil des résidents étrangers (CRE),

Organe consultatif, il est réservé aux résidents étrangers qui viennent de pays hors de l'Union européenne. Ces derniers ne possèdent ni le droit de vote, ni celui d'être élu à la mairie, ni même de siéger dans les instances des conseils de quartiers. « *Le CRE leur donne la parole et les aide à s'intégrer dans la municipalité strasbourgeoise* », explique Lola Bringuier, sa coordinatrice.

Cette institution se réunit en moyenne deux à trois fois par an. La première séance de 2012 s'est tenue le 24 mars dernier, dans les locaux de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS).

Loin de tout communautarisme

Le CRE est composé d'un bureau de treize représentants étrangers, élus par les membres de deux collèges. L'un rassemble une soixantaine d'associations liées à l'immigration, avec des membres aussi bien français qu'étrangers. L'autre est constitué de quarante résidents tirés au sort parmi des volontaires, inscrits à la suite d'une campagne d'information menée par la mairie.

La composition de ce dernier collège reflète la diversité des origines au sein de la population strasbourgeoise. Ainsi, quatorze personnes proviennent du Maghreb, neuf d'Afrique subsaharienne, six de Turquie, trois d'Amérique, quatre d'Asie, du Proche et du Moyen-Orient, ainsi



Première séance plénière de l'année pour le Conseil des résidents étrangers, le 24 mars, dans les locaux de la CUS.

que quatre originaires d'Europe de l'est. Il y a autant d'hommes que de femmes.

Si la répartition au sein du conseil se fait en fonction de l'origine géographique des volontaires, celle-ci ne joue ensuite aucun rôle dans les sujets abordés. Ils ne sont pas spécifiques à une ou plusieurs nationalités, cultures ou religions en particulier, mais concernent les étrangers dans leur globalité. Il s'agit davantage de problématiques ayant trait à la vie de tous les jours de tout résident, français ou non.

Quant aux associations comme la maison de l'Amérique latine ou l'association marocaine du Bas-Rhin, par exemple, elles font essentiellement un travail général pour l'intégration des étrangers à Strasbourg, notamment par la promotion de la culture étrangère dans la ville.

En conséquence, pas un mot sur le voile ou la viande halal en séance plénière. Certains membres font pourtant part de leur conviction personnelle, comme Aziza Shakri, représentante de l'association Espoir, qui dénonce les discriminations envers les femmes portant le voile : « *Ici, les jeunes filles qui portent le voile ne trouvent pas de travail, même lorsqu'elles ont fait trois ou quatre années après le bac* »

Mais, réunis au sein du CRE, tous assurent travailler

dans l'intérêt commun. « *Il n'y a jamais eu de propositions communautaristes au sein du CRE* », garantit Anne-Pernelle Richardot, adjointe au maire en charge de la citoyenneté.

Un dispositif de filtre a été prévu puisque, avant d'être discutées en séances plénières, toutes les propositions passent par le bureau de l'association. Pour Pierre Champenois, représentant au CRE de l'Association migration solidarité et échanges pour le développement (Amsed), « *il ne s'agit pas simplement de juxtaposer les différentes communautés françaises et étrangères. Avec le CRE, on veut favoriser le dialogue et la mixité interculturelle.* »

Promotion et intégration

Les propositions auxquelles le CRE travaille sont rassemblées dans trois grandes catégories : le droit de vote et d'éligibilité des étrangers, la promotion de la diversité culturelle et la lutte contre les discriminations.

En matière culturelle, le Conseil encourage par exemple l'acquisition de nouvelles collections dans les musées sur le thème de l'immigration, ou encore des cours de langue et de cultures d'origine à l'école primaire et en maternelle.

Une exposition photo graphique sur le lieu de tra-

vail, consacrée aux étrangers, sera également inaugurée à la salle Conrath de l'Hôtel de ville pendant le mois de juillet. « *L'objectif est de faire évoluer les mentalités en Alsace* », confie Fabrice Dao, français d'origine ivoirienne, président d'Afrique étoiles, une association qui fait partie du CRE pour la promotion de la culture africaine.

De son côté, la commission égalité urbaine s'occupe des problèmes liés au logement. En septembre dernier, elle a élaboré, en coopération avec Philippe Bies, l'adjoint au maire en charge du logement, dix propositions pour améliorer l'accès au logement social pour les résidents étrangers.

L'une d'elles concerne le regroupement familial. Une des conditions imposées aux demandeurs est de disposer d'une certaine surface habitable pour pouvoir accueillir d'autres membres de la famille. Mais les bailleurs sociaux n'accordent des logements plus grands que lorsque les futurs résidents sont déjà sur place. Une contradiction juridique que le CRE souhaite voir clarifiée.

La création d'un poste de représentant des résidents étrangers au conseil d'administration de CUS-Habitat faisait également partie de ces propositions, et elle vient d'être validée. « *De cette manière, s'il y a des discriminations, on les combat. Et, s'il n'y en a pas, on*

calme les méfiances injustifiées des résidents étrangers », explique Lola Bringuier.

Toujours pour faciliter l'intégration des résidents étrangers, le conseil travaille à l'élaboration d'un guide d'orientation sur les démarches à suivre dans les domaines de l'emploi, du logement, de l'éducation, de la santé, et des demandes d'asile ou de naturalisation.

Où ? Quand ? Comment faire ces démarches ? Telles sont les questions auxquelles le guide devra répondre.

Connaître et respecter les lois

Mais les droits et les devoirs des étrangers ont aussi leur importance. Ainsi, Pierre Greib, représentant du Comité de liaison d'associations pour la promotion des immigrés en Alsace (Clapest) cite le cas de l'ex-cision : « *Si elle est un fait culturel dans certains pays, elle est interdite en France et considérée comme une violence faite aux petites filles* »

Le CRE n'est pas un cas isolé en France. Neuf autres villes de gauche se sont dotées d'une instance similaire, formant ainsi le Conseil français de la citoyenneté de résidence (Cofracir).

Des villes de droite se lancent aussi dans cette voie, dont Bordeaux, dirigée par l'actuel ministre des Affaires étrangères et européennes, Alain Juppé.

SANDRA CHAMOT-PONCET

Vols et violence conjugale figuraient au menu de l'audience du tribunal correctionnel, le 22 mars dernier.

« ON N'EST PAS LOIN DE CRO-MAGNON »

Le 22 mars, à la barre du tribunal correctionnel, deux Arméniens et un Ukrainien. Aucun d'eux ne parle français. Martin H., 28 ans, né à Erevan, la capitale arménienne, est sertisseur dans une bijouterie. Il est poursuivi pour avoir volé une veste dans un magasin Zara à Strasbourg, le 23 novembre 2011. Debout, à côté du prévenu, l'interprète traduit les paroles du président Christian Rothhut, ainsi que les timides réponses de Martin H. : « *J'ai des pulsions que je ne contrôle pas, je suis malade, je prend des médicaments.* » Parce qu'il a déjà été condamné une première fois à 15 jours de prison avec sursis en mars 2011, il est en état de récidive légale. La procureure Morgane Robitaillie requiert trois mois de prison ferme. Le tribunal se montre plus clément. L'interprète, un spécialiste des langues des pays de l'Est, traduit le jugement : « *100 heures de travaux d'intérêt général et 100 euros à Zara en réparation des préjudices causés.* »

Sergueï A., 49 ans, né à Polino-Osypenkove, en Ukraine, répond des coups qu'il a portés en mai 2011 à sa femme et à sa belle-fille. Seule cette dernière s'exprimant en français, l'interprète se fait la voix des deux parties. Sergueï A. a frappé sa femme parce que la vaisselle n'était pas faite, « *un petit scandale familial* », selon lui. Il affirme que sa femme s'attachait à lui pour l'argent alors qu'il entendait divorcer. « *Il serait temps d'évoluer. On n'est pas loin de Cro-Magnon* », commente la procureure. Une comparaison qui donne du fil à retordre à l'interprète. Le ministère public requiert six mois de prison assortis du sursis. La défense demande la relaxe. Sergueï A. a appris que sa femme avait précédemment tenté de se marier à un Allemand : « *Sergueï A. était très vexé. Il croyait au mariage d'amour* », explique l'avocat. Il est condamné à trois mois de prison avec sursis, à 300 euros d'amende et devra verser 500 euros à chaque partie civile.

Gevorg A., 26 ans, né à Etchmiadzin, en Arménie, et Lia Z., 24 ans, née à Bakou, en Azerbaïdjan, sont accusés d'un vol commis au centre commercial Auchan à Illkirch le 24 novembre dernier. Ils ont tenté de dérober du lait premier âge, du déodorant, un filtre à huile. Mais le vigile, soupçonneux, les a contrôlés à la sortie. « *Nous avons un bébé, on a volé pour le nourrir* », transpose l'interprète. « *Je ne pense pas que votre enfant mange du déodorant* », réplique la procureure. Leur avocat plaide que le couple est en situation de pauvreté. Ils sont logés en foyer et ne disposent que de 600 euros par mois. Ils regrettent ce qu'ils ont fait : « *Je m'excuse... Moi aussi* », traduit l'interprète. Les prévenus écopent d'un mois de prison avec sursis et d'un euro symbolique de dommages et intérêts.

MICHAËL MARTIN

Vedettes franco-allemandes

Une unité fluviale binationale a vu le jour le 9 mars dernier pour patrouiller sur le Rhin. Ses membres apprennent à travailler ensemble.



CHARLOTTE STIÉVENARD/CUEJ

De 5 heures à 10h30, le policier Jürgen Schmidt et le gendarme Rémy Bonnet ont contrôlé deux bateaux.

La lumière s'échappe d'un grand bâtiment préfabriqué gris clair au bord d'un bassin du port de Kehl. Il est 5 heures du matin. En uniforme noir portant la mention « *Polizei* » en majuscules blanches dans le dos, Timo Stern vient d'arriver dans les nouveaux locaux de la compagnie fluviale franco-allemande. Créée le 9 mars dernier, la compagnie regroupe 26 gendarmes français et 29 policiers allemands répartis dans trois brigades à Gamsheim, Vogelgrün et à Kehl.

Depuis 1993, les policiers allemands sont autorisés à embarquer sur les vedettes françaises et inversement. Jusqu'ici, il s'agissait de missions ponctuelles, les uns venant découvrir la manière de travailler des autres. Depuis la création de la compagnie, les patrouilles mixtes sont quotidiennes. Objectif : mieux gérer les moyens et des interventions plus efficaces pour contrôler les papiers des navires, l'adéquation du nombre de marins avec la taille du bateau, l'équipement de sécurité anti-incendie, etc. Au quotidien, ce couple franco-allemand d'un nouveau genre doit encore apprendre à travailler ensemble.

Quelques minutes plus tard, à 5h05, des phares annoncent l'arrivée de Jürgen Schmidt, la cinquantaine, cheveux gris et petite ancre en or à l'oreille droite. Rémy Bonnet, le gendarme français qui complète l'équipe de ce matin, n'est pas encore là.

La machine à café ronronne pendant que les deux policiers allemands attendent leur collègue. De chaque côté du Rhin, la façon de compter le temps est différente. « *Les gendarmes sont des militaires, rappelle Jürgen Schmidt. Ils sont en disponibilité tout le temps. Leur service démarre quand ils quittent leur logement de fonction à la caserne de Koenigshoffen, à quinze minutes de Kehl en voiture.* » Les Allemands, eux, logent dans le privé et ne commencent leur service que lorsqu'ils arrivent à Kehl. Ils effectuent des journées de huit heures sauf intervention spéciale.

« A l'abordage, comme les pirates ! »

Un quart d'heure après, Rémy Bonnet est là, en tenue bleu marine, cheveux blonds coupés ras. A 35 ans, c'est lui le plus jeune des trois. « *Comment s'est passée la journée hier ?* », s'enquiert Timo Stern dans un très bon français. Après un premier café, ils descendent vers le hangar qui abrite la vedette allemande. Cinq minutes plus tard, le bateau avance sur le bassin bordé de grues illuminées.

Sur le Rhin, il fait encore sombre et une fine couche de brume flotte au ras des eaux bleuâtres. Il est 6 heures lorsqu'un premier navire apparaît au niveau de Gamsheim. Jürgen Schmidt saisit le micro sur le tableau de bord : « *Police fluviale franco-allemande. Nous nous approchons pour un contrôle.* »

Avec précision, Timo Stern colle la vedette allemande de 17 mètres sur le flanc gauche de la péniche. « *A l'abordage, comme les pirates !* », lance Rémy Bonnet, passant sur le pont du navire avec son collègue Jürgen Schmidt. Un marin les attend, bras croisés. Son T-shirt noir sans manches laisse apparaître un tatouage tribal sur son bras gauche. Il guide le policier et le gendarme jusqu'à la timonerie, la cabine de pilotage à l'arrière de la péniche. « *Vous contrôlez toujours ensemble Français et Allemands ?* », demande le commandant assis sur son siège. Jürgen Schmidt répond en allemand : « *Depuis une semaine, oui.* »

Depuis les accords de Mannheim de 1868, c'est la langue officielle sur le Rhin. Les policiers allemands ne sont donc pas obligés d'appréhender le français, même si cette compétence est valorisée dans le recrutement. « *Mais la plupart font un effort, par sympathie pour leurs collègues français. C'est plus pratique au quotidien sur les vedettes* », précise Jürgen Schmidt. Pour les Français, l'allemand est obligatoire. Rémy Bonnet comprend cette langue, mais ne la parle pas encore vraiment. Il contrôle les documents de bord, comme les attestations de sécurité ou le nombre de marins. Sur ce fleuve international, les règles sont les mêmes pour tous. Pour pouvoir en faire plus, notamment communiquer avec les marins, Rémy Bonnet suit actuellement, à

Lahr, une formation au centre franco-allemand d'apprentissage des langues, dans les locaux de l'école de police du Bade-Wurtemberg.

Des plongeurs en renfort

Les Allemands de la compagnie viennent pour la plupart du Land voisin. En plus de la surveillance du Rhin, une partie d'entre eux sont également plongeurs. Ils interviennent en soutien à la police criminelle allemande, au contraire des plongeurs français comme Rémy Bonnet, pour qui l'enquête subaquatique est le cœur de métier. Formés aux techniques d'enquête en milieu aquatique à Antibes, ces gendarmes spécialisés interviennent sur les accidents et la recherche de corps et d'objets dans l'eau en Alsace, Lorraine, Franche-Comté et Champagne-Ardenne. « *Pour la plongée du côté français du Rhin, la responsabilité revient aux gendarmes. Les Allemands apportent un soutien physique et technique* », explique Nicolas Künkel, le commandant de gendarmerie français qui dirige la compagnie en duo avec le commissaire allemand Peter Schulze.

Sur le Rhin, le premier contrôle de la journée s'achève. La péniche remplie de gasoil s'éloigne lentement vers le port aux pétroles de Strasbourg. Le soleil s'est levé, c'est l'heure de la pause. « *Kaffee ?* » « *Oui, merci.* »

CHARLOTTE STIÉVENARD

Luxueuses mutations

« *Luxury attitude* » et « *Dress code* » noir : les employés des Galeries Lafayette et du Printemps s'adaptent aux mutations de leurs magasins.

LES Galeries Lafayette et le Printemps rénovent leurs magasins. Nouvelle entrée rue du Noyer, surface commerciale diminuée de moitié : le Printemps, où travaillent 260 personnes, est en chantier. A la clé, une nouvelle façade en verre qui transformera la physionomie du magasin. D'un coût total de 15 millions d'euros, les travaux seront terminés au premier trimestre 2013. Les rayons maison, arts de la table et enfant ont été supprimés en janvier. Cette rénovation fait partie d'un plan national dans lequel la chaîne dépense 300 millions d'euros sur cinq ans pour relifester 17 magasins. Avec cette rénovation, le Printemps espère changer son image vieillissante.

Même scénario aux Galeries Lafayette qui regroupent 61 magasins. Celui de Strasbourg emploie environ 400 personnes. Depuis le 15 janvier dernier, 8 millions d'euros sont investis pour développer les secteurs maroquinerie, joaillerie et horlogerie. Le lifting ne concerne qu'une partie du rez-de-chaussée. Contrairement au Printemps, les Galeries engagent des travaux quasiment tous les deux ans, ce qui leur permet de garder une image dynamique.

Mode, luxe, beauté : ces trois mots résument la nouvelle stratégie commerciale des deux enseignes de grands magasins (1). Le modèle à suivre ? Le Printemps Haussmann à Paris, qui attire une clientèle internationale grâce à des marques prestigieuses. Aux Galeries, depuis trois ans environ, on

cherche également les portefeuilles fortunés, mais pas seulement.

Ces changements de stratégie ont des conséquences sur le personnel et suscitent une inquiétude dont les syndicats se font l'écho. Monique Weber, déléguée CGT aux Galeries Lafayette et vendeuse au rayon parfumerie, résume la situation : « *C'est une bonne chose de se renouveler, mais on va nous en demander beaucoup plus* ». De son côté Anita Moreno, démonstratrice et représentante CGT au comité d'entreprise du Printemps, souligne que « *39 démonstratrices sont parties à l'occasion de la rénovation de janvier dernier. Certaines ont été reclassées aux Galeries par leur marque, tandis que d'autres y ont postulé d'elles-mêmes* ».

Apprendre la « *Luxury attitude* »

Au Printemps, le nouveau positionnement implique de nouvelles méthodes de vente. La « *Luxury attitude* » débarque. Les employés doivent apprendre à saluer les clients d'une certaine façon, à ne pas rester debout les mains derrière le dos. Le discours doit s'adapter aux évolutions du magasin. « *Pas évident pour les anciens !* », s'exclame Monique Weber, depuis 38 ans aux Galeries.

Dans les deux enseignes le dress code noir est devenu de mise. « *On nous décomplexe par rapport au produit* », juge Fortunée Sellam, vendeuse au rayon beauté et déléguée syndicale CGT. Décomplexer



Le Printemps et les Galeries Lafayette se refont une beauté. Le montant des travaux s'élève à 23 millions d'euros.

signifie vendre des produits de luxe quand les salaires des vendeuses plafonnent légèrement au-dessus du SMIC. « *Je gagne entre 1100 et 1200 euros par mois* », rapporte Angèle Binder, 41 ans de maison.

De nouvelles méthodes de vente

Rajeunir le personnel constitue un autre moyen pour redynamiser les magasins. « *La direction veut du personnel jeune et fashion* », estime Fortunée Sellam. Pour le moment, au Printemps, 80% du personnel ont plus de 45 ans. « *Je vois défilier des jeunes esthé-*

ticiennes ou encore des étudiants. On ne connaît plus tout le monde aux Galeries », regrette Monique Weber.

La concurrence fait désormais aussi rage entre vendeurs pour décrocher une prime d'objectif, mise en place depuis deux ans : « *Les gens sont formatés à faire du chiffre, il y a moins d'humain qu'avant* », affirme Stéphane Reutenauer, délégué CFTC aux Galeries Lafayette. Au Printemps, on externalise. La part des démonstratrices, payées par la marque qu'elles représentent, ne cesse d'augmenter. « *En 1995, il y avait 500 personnes employées par le Printemps.*

Maintenant, il n'y en a plus que 120 et les 140 autres sont démonstratrices », déclare la déléguée CGT.

Les travaux en cours devraient raviver la concurrence entre les deux grands magasins, séparés de quelques centaines de mètres au centre ville. Aux Galeries, on craint une fuite de la clientèle liée à la rénovation du Printemps, mais aussi à l'ouverture du centre des marques de Roppenheim, le 25 avril prochain.

MATHILDE COUSIN
YOLÈNE THOREZ

(1) Les Echos, 26 janvier 2010

(2) Contactées, les directions du Printemps et des Galeries Lafayette n'ont pas souhaité réagir.

A l'Occase de l'Oncle Tom, Eric Labourel vit de sa passion, au rythme de la musique.

DISQUAIRE SUR LA BONNE PISTE

Eric Labourel, colosse barbu de 32 ans à la voix caverneuse, est disquaire depuis cinq ans à L'Occase de l'Oncle Tom, après un passage d'un an à la Fnac. A la sortie d'une école de commerce, cet amateur de hard-rock a fait le choix de la passion. Avec ses cinq collègues, dont Philippe Seemann et Claude Zingle, co-gérants, il récupère disques compacts et vinyles, les écoute, les classe et les vend. « *On rentre tellement de choses qu'il y a des albums qu'on ne connaît pas, et du coup on les passe. On peut les laisser pendant 30 secondes ou pendant tout l'album.* »

Dans cette boutique spécialisée dans l'occasion, le flux entre les entrées et les ventes varie selon les semaines. Mais dans l'ensemble « *on est toujours occupé* », précise Eric Labourel. N'importe qui peut venir se délester d'une partie de sa discothèque. « *On contrôle l'état des produits et on les prend ou non, selon nos besoins, indique-t-il. Mais le lot vraiment intéressant pour nous, avec des choses pointues, c'est de l'ordre du un pour vingt. Sinon, on se rend compte que les gens ont tous acheté la même chose : The Police, Michael Jackson...* »

Le quotidien consiste également à comparer des groupes ou gen-

res musicaux entre collègues. Les débats sont monnaie courante, comme l'explique Eric Labourel : « *Moi par exemple, je n'aime pas le reggae. Mon collègue Philippe en met parfois, alors on s'asticote. Et quand je parle de termes techniques en metal avec des clients, Philippe est mort de rire à côté !* »

La clientèle est essentiellement composée d'habitues qui viennent en sachant déjà ce qu'ils veulent, ou de touristes. Aux gens de passage, il lui arrive de conseiller quelques albums, selon les goûts qu'ils expriment, alors qu'avec les habitués, ce sont plutôt des discussions de fond sur la musique.

Depuis plusieurs années, le vinyle revient à la mode, notamment auprès des jeunes. « *Des lycéens viennent en acheter, surtout des classiques, du rock des années 70, comme du Bowie ou du Pink Floyd.* » Ce qui n'empêche pas deux jeunes filles de demander des albums de Justin Bieber, chanteur canadien de 18 ans, spécialisé dans la musique sirupeuse pour adolescentes. « *C'est pour offrir* », ajoutent-elles en riant. « *J'en ai, mais je les cache* », répond Eric Labourel avant d'aller en chercher, leur offrant au passage un paquet cadeau... rose.

MAXIME MEYER

La course aux i

Réfection du Palais des congrès, construction d'un nouveau parc des expositions : Strasbourg repense ses équipements de congrès, foires et salons. Et tente de combler le retard pris sur Stuttgart et Bâle.

Le Palais de la musique et des congrès (PMC) fait peau neuve. Les travaux de réfection de la toiture et des façades ont commencé fin février. Une mise aux normes nécessaire, pour améliorer les performances énergétiques du bâtiment. C'est la première phase d'un projet de grande envergure porté par la Ville et la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) et baptisé Wacken Europe. Au programme : l'extension et la restructuration du PMC, ainsi que la construction

d'un nouveau parc des expositions. Le tout pour un coût de 250 millions d'euros. Au final, le projet doit aboutir à la création d'un espace au sein duquel ces deux équipements fonctionneront en synergie. L'objectif : être mieux armé sur le marché concurrentiel des foires, congrès et salons. « Ces équipements permettront à Strasbourg de rivaliser avec les autres villes et de réaliser ses ambitions », déclare Aurélien Vollmar, du cabinet d'architecture strasbourgeois Rey-Lucquet et associés, qui pilote la rénovation du PMC avec son homologue autrichien Dietrich-Untertirfallner.

UN HÉRITAGE MÉDIÉVAL

La première foire de Strasbourg a eu lieu en 1336, date à laquelle l'empereur du Saint-Empire romain germanique, Louis IV de Bavière, lui accorde ce privilège.

« Strasbourg était déjà une ville de commerce avec le trafic d'étoffes, d'épices et de livres, des produits de luxe », explique Michel Hau, professeur d'histoire économique et sociale à l'Université de Strasbourg. La ville profite de sa proximité avec le Rhin, grande voie de communication, et de la qualité du travail de ses marchands, reconnue dans toute l'Europe. Depuis cette date, les foires n'ont jamais cessé à Strasbourg.

« Dès le XIV^e siècle, l'existence d'un important débat intellectuel, né de la compétition entre les catholiques et les protestants, mais aussi entre le germanisme et la culture française, permet l'essor des congrès dans la capitale alsacienne », poursuit Michel Hau. La construction du Gymnase (ancêtre de l'université) en 1538, l'héritage du Deuxième Reich allemand, les travaux d'après-guerre, sont quelques étapes qui ont contribué à faire de Strasbourg un pôle d'excellence français.

Strasbourg Événements.

Société d'économie mixte (SEM) dont la Ville de Strasbourg possède de 65% du capital.

Elle compte 130 salariés pour un chiffre d'affaires de 17 millions d'euros en 2011.

Strasbourg Événements organise des salons et se charge de prospecter et d'accueillir des événements.

Strasbourg convention bureau.

Association créée par la CUS en 2008 chargée du lobbying pour attirer les congrès à Strasbourg. Elle compte 94 adhérents : agences de tourisme, traiteurs, hôtels, restaurants, etc.

Une Foire pas si européenne

Tourissimo, Foire européenne, Creativa, Egast, Assemblée générale des gîtes de France, ou encore Maisons de Printemps... Avec plus de 330 manifestations - foires, congrès, conventions d'entreprises et salons confondus - organisées chaque année, Strasbourg s'impose comme la deuxième ville de France dans ce secteur. « Paris est hors concours. Les autres principaux concurrents en France sont Nice, Bordeaux, Nantes et Lille », déclare Claude Feurer, directeur général de Strasbourg Événements. Pour la ville, foires et congrès constituent un enjeu économique de premier ordre : 17 millions d'euros de chiffre d'affaires, mais surtout un peu moins de 700 000 visiteurs dont 200 000 pour la seule Foire européenne et 4321 exposants l'an dernier.

Ces chiffres flatteurs masquent une réalité moins reluisante. A l'international, Strasbourg est à la traîne. En 2010, sur 149 rendez-vous d'affaires organisés au PMC, seulement un tiers était de dimension nationale et internationale. Un chiffre en baisse par rapport à l'année précédente, tandis que les manifestations régionales, comme le salon de la gastronomie Egast, ont augmenté : 106 en 2010 contre 86 en 2009. La Foire, quant à elle, n'a plus



Visuel du projet de rénovation du Palais de la musique et des congrès (PMC) réalisé par le cabinet d'architectes Rey-Lucquet et associés.

d'européenne que le nom, selon Marc Levy, directeur de l'Agence de développement touristique du Bas-Rhin : « C'est surtout un gros événement pour les Alsaciens. Autrefois, l'Europe n'avait pas la puissance d'aujourd'hui. Si un pays étranger était présent, on avait l'impression d'être à une foire internationale. Maintenant c'est banal. »

Les grandes villes du Rhin supérieur se disputent l'organisation des foires et congrès. Stuttgart, capitale du Bade-Wurtemberg, l'une des régions économiques les plus dynamiques d'Allemagne, a généré 110 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2011 grâce à ce type d'événements. Le nouveau parc des expositions, inauguré en avril 2007, impressionne : un centre des congrès d'une capacité de 9300 places, sept halls d'expositions de 10 000 m² chacun et un grand hall de 25 000 m², pour une superficie totale de 100 000 m². Chaque année, près d'une quarantaine de salons sont organisés, comme Interbad, le salon de la piscine et des bains, et R+T, dédié au bâtiment et à la construction. La plupart sont des salons professionnels internationaux qui attirent de nombreux exposants étrangers. Côté suisse, à Bâle, le Congress center Basel, qui a fêté ses 25 ans en octobre 2009, dispose de 16 salles polyvalentes et d'un centre de foires adjacent d'une superficie de plus de 160 000 m².

Devant les colosses allemand et suisse, la ville de Strasbourg fait figure de petit poucet en termes d'équipement : un parc des expositions offrant une surface d'exposition de 24 000 m² répartis sur quatre halls, un palais des congrès comptant deux auditoriums, Erasme et Schweitzer, de 2000 et 900 places chacun, et seulement 9000 m² d'espace d'exposition associés à 26 salles de commissions.

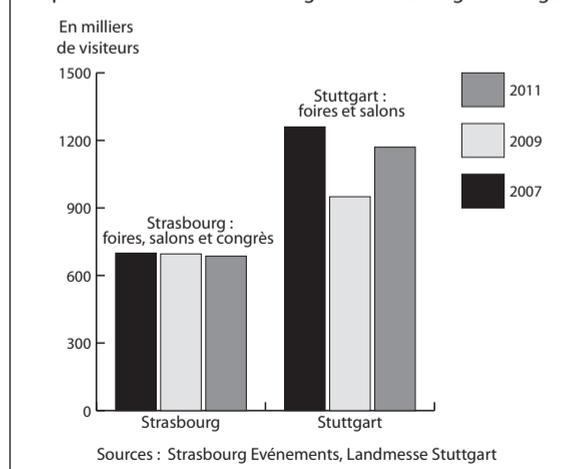
Les congrès et les salons avant tout

C'est face à ce constat que la Ville et la CUS ont lancé Wacken Europe. En avril 2013, une fois la réfection extérieure achevée, commenceront les travaux d'extension du Palais des congrès. A côté des deux bâtiments existants (PMC1

et PMC2), construits respectivement en 1974 et 1988, un troisième édifice (PMC3) verra le jour, comprenant un amphithéâtre de 600 places, des salles de commissions et un espace de restauration pour l'organisation de cocktails et de galas. Dans un second temps, le PMC2 doit être entièrement refait : seules la toiture et la structure seront conservées. La capacité de l'amphithéâtre Schweitzer passera de 900 à 1200 places. Enfin, la salle Erasme sera entièrement remise aux normes. Elle pourra ainsi être dédiée de façon privilégiée à la musique.

Du côté de l'avenue Herrenscheidt, au dessus du parking existant, doit être érigé un hall d'exposition de 3200 m². Il fera la liaison entre le PMC et le nouveau parc des expositions. Ce dernier, actuelle-

Fréquentation des foires et congrès à Strasbourg et Stuttgart



Lucie Marnas/CUEJ

10 mètres carrés



Architectes Rey-Lucquet et associés et Dietrich-Untertrifaller.

tement des expositions et des réunions annexes », souligne Jacques Meyer, conseiller d'entreprises à la Chambre de commerce et d'industrie (CCI). En optimisant la synergie entre les équipements, la ville se positionne clairement en faveur des congrès et salons, au détriment d'événements de plus grande ampleur tels que la Foire européenne. « Au Wacken, on est sur un outil très compact, modulable et proche du centre-ville. Ce n'est pas le cas du parc des expositions à l'allemande au Zénith », tel qu'il avait été envisagé, avant 2008, par l'ancienne municipalité, explique Damien Roy, chef de service marketing territorial et tourisme à la CUS.

L'ambition d'accueillir d'avantage de congrès et de salons nécessite des capacités hôtelières conséquentes. Avec un total de 7000 chambres disponibles sur l'ensemble de la Communauté urbaine, Claude Feurer l'estime suffisant même s'il déplore l'absence de grands groupes internationaux tels Marriott ou Radisson : « Il est important pour les congressistes d'avoir des repères. Souvent, ils vont dans la même chaîne, par habitude ou parce que leur employeur dispose de tarifs préférentiels. » Pour mesurer ses forces, la CUS a mandaté une enquête sur le parc hôtelier.

ment au Nord de l'allée du Printemps, déménagera à partir de 2014. Un bâtiment sera construit le long de l'avenue Herrenscheidt et se poursuivra avec une partie traversante au-dessus de cette avenue vers les terrains sportifs occupés actuellement par le Strasbourg

université Club (SUC). Le projet prévoit 50 000 m² de surface d'exposition couverte et 2 hectares d'espaces extérieurs. L'appel à projet pour la construction du parc des expositions devrait être lancé cette année.

« Aujourd'hui les grands congrès organisent conjointement

Travail sur image

Deux structures s'efforcent d'attirer congrès et salons dans la capitale alsacienne.

A Strasbourg, nous sommes l'Europe, situés à un carrefour », martèle Cathy Spielmann, directrice commerciale de Strasbourg Événements. Pour attirer les organisateurs de congrès, c'est ce message qui est diffusé au sein des associations professionnelles françaises et européennes.

L'entreprise utilise aussi la marque territoriale « Strasbourg the Eurooptimist » lancée par la CUS en 2011 pour accroître son renom auprès des entreprises et des investisseurs nationaux et internationaux. « Cette démarche véhicule la dimension européenne et la confiance en l'avenir », insiste Damien Roy, responsable du pôle marketing territorial et tourisme à la CUS. Pour accroître son rayonnement européen, la ville compte aussi sur le futur quartier

d'affaires qui verra le jour au Wacken, à l'horizon 2017.

Pour muscler ses démarches, la CUS a créé en 2008 l'association Strasbourg convention bureau.

Accroître la notoriété de Strasbourg

Objectif : « Accroître la notoriété de la capitale alsacienne en étant présent sur les salons internationaux et prospecter pour attirer de nouveaux congrès », explique la directrice de l'association, Mireille Dartus. Strasbourg convention bureau mène une stratégie de lobbying pour organiser des sommets internationaux à Strasbourg.

L'association oriente également les organisateurs de congrès vers les hôtels, les restaurants ou encore les visites touristiques correspondant à leurs besoins. 94 établissements strasbourgeois,

des traiteurs aux agences de tourisme, adhèrent à l'association. « Nous avons toujours de bons retours en terme de qualité d'accueil et de prestations, se félicite Mireille Dartus. Strasbourg est très appréciée pour sa culture », malgré la vétusté souvent critiquée du PMC.

« Strasbourg vend bien son image, mais a beaucoup plus de mal en ce qui concerne les prestations, tempère Marc Levy, directeur de l'agence de développement touristique du Bas-Rhin. Il manque l'offre qui fait qu'un organisateur se dise : Je vais à Strasbourg ! » Il suggère plusieurs améliorations pour promouvoir Strasbourg et l'Alsace : présenter la région dans les salles de congrès, diffuser un kit d'accueil aux participants ou proposer un tour en bus aux personnes qui les accompagnent.

Egast a faim d'espace

Le salon régionale des métiers de bouche a réuni plus de 300 exposants.

En perte de vitesse sur les grands événements internationaux, Strasbourg reste une place de choix pour les foires régionales. Comme celle qui a eu lieu du 18 au 21 mars au parc des expositions de Strasbourg : la 14^e édition du salon Egast, « le seul salon des métiers de bouche dans le grand est ». Organisé par Strasbourg Événements, ce salon a lieu tous les deux ans. Il est destiné aux professionnels de l'industrie du tourisme, de la restauration et de l'hôtellerie. Sur 20 000 m², plus de 300 exposants étaient réunis.

A l'entrée, de jolies hôtesse sont chargées de l'accueil, pendant que les gros bras de la sécurité vérifient les cartes d'accès et surveillent les allées. L'agence Securitas fournit hôtesse et gorilles. Bernard Kozle, le responsable de la sécurité, est attentif mais détendu. Pour lui, c'est la routine. Une vingtaine d'agents, une quinzaine d'hôtesse, rien à voir avec la Foire européenne où il faut gérer plus d'une centaine de personnes : « L'essentiel, c'est de ne pas oublier qu'on est dans une opération commerciale. Il faut rester poli, bien accueillir les gens. »

Sur chaque stand s'agitent deux ou trois commerciaux en costume cravate. Ils vantent le dernier four ou la dernière gamme de produits surgelés conçus par leur société. Ils invitent le visiteur à s'asseoir pour discuter. Puis laissent un dossier, une carte de visite. Rarement plus. Peu de contrats sont signés durant le salon. Exposants comme visiteurs viennent surtout prendre contact.

Chez Miele, on est plutôt content. Marc Bleicher, responsable commercial chez le fabricant d'électroména-

ger, se félicite de la « qualité des contacts ». Comprendre, des contacts à fort potentiel d'achat. L'entreprise est présente au salon depuis ses débuts. Egast n'a pas l'envergure du salon Equip'hotel de Paris, ou du Sirha à Lyon, mais reste une belle vitrine pour Miele. D'ailleurs, la société a choisi d'installer son stand face à l'entrée, bien en vue.

Chez Lavazza, en revanche, on moule du noir. Le groupe italien a du mal à s'implanter en Alsace. Les concurrents locaux font de la résistance et les Alsaciens sont chauvins, à en croire Richard Cosse, responsable marketing : « On insiste, mais on a affaire à des particularismes régionaux... »

Les visiteurs sont venus en nombre cette année. 42 000 au total. Joelle Oberle, qui dirige l'hôtellerie Oberle à Kilstett, est une habituée. « C'est surtout important de voir les fournisseurs locaux », insiste-t-elle. Un avis confirmé par nombre de professionnels et par Roger Sengel, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie du Bas-Rhin. Il souhaite qu'Egast garde cette dimension de proximité.

« Monsieur Sengel est un ancien restaurateur. Ce qui l'intéresse, c'est d'avoir des fournisseurs locaux avec un service après-vente à proximité. Mais Egast n'est pas seulement un salon régional », rouspète Josiane Hoffmann, directrice du salon. Egast fait le plein, les retours des exposants et des visiteurs sont bons.

De quoi voir plus grand ? « Nous sommes à saturation. Il n'y plus d'espace disponible. Une trentaine d'exposants n'a pas pu participer au salon. » Une contrainte dont Egast ne pourra s'affranchir sans nouveau parc des expositions.



Par manque de place. Une trentaine d'exposants n'ont pu participer à Egast.

Vincent Di Grande/CUEJ

Le mal des transports

Organiser de grands événements et accueillir des foules nombreuses suppose des accès faciles. C'est loin d'être le cas dans le quartier du Wacken...

POUR prétendre au titre de ville de foires et de congrès, la question de l'accessibilité et des transports est primordiale. Les TGV sont aujourd'hui les points forts de Strasbourg. Avec Paris, c'est la seule ville de France à la croisée de plusieurs lignes à grande vitesse. La LGV Est a été mise en service en 2007 et elle sera prolongée à l'horizon 2016, tandis que la nouvelle ligne Rhin-Rhône est en place depuis décembre 2011. Paris est à 2h20 de Strasbourg et Lyon à 3h40.

Autre innovation, en 2010, un pont ferroviaire à double voie sur le Rhin a été construit afin de permettre un passage plus rapide des trains (à 160 km/h maximum contre 50km/h avant) ainsi que pour fluidifier l'accès à Strasbourg. Pour Cathy Spielman, directrice commerciale de Strasbourg Événements, « cette position ferroviaire majeure nous aidera à concurrencer les autres villes sur le plan international ».

Par ailleurs, l'implantation du Palais de la musique et des congrès (PMC) et du Parc des expositions (PEX), non loin du centre-ville de Strasbourg, est un atout non négligeable. Avec cette position centrale, le PMC et le PEX se trouvent à quelques arrêts de tram de la gare. La proximité du centre touristique, des commerces et des grands hôtels présente un avantage pour la ville. Un emplacement idéal pour attirer les congressistes ainsi que les visiteurs des foires et salons.

Un problème de desserte

Cependant, Strasbourg souffre d'une trop faible fréquence des trains, notamment en provenance d'Allemagne. Un seul trajet direct Francfort-Strasbourg par jour par exemple. C'est insuffisant pour répondre aux attentes des visiteurs de salons et de congrès.

Autre défaut, l'aéroport international de Strasbourg, situé à Entzheim, à dix minutes en train du centre, ne propose qu'une offre de vols très limitée. Une quarantaine par jour. La plupart des destinations concernent les principales villes françaises (Paris, Nantes, Toulouse, Marseille ou Nice) et très peu l'international, à part Prague, Amsterdam, Madrid, Bruxelles, Djerba et Tunis. Il n'existe, en outre, aucun long courrier direct vers la



A proximité du Palais de la musique et des congrès, la circulation est saturée, même en dehors de tout événement d'ampleur.

capitale alsacienne et les visiteurs sont obligés de passer par Paris ou l'aéroport de Francfort. Cela impose des escales qui peuvent décourager certains organisateurs de congrès et de salons.

Cependant, les tarifs pour venir à Strasbourg en avion tendent à diminuer. A partir du 1^{er} juin, les taxes d'aéroports s'aligneront sur celles des aéroports de Baden-Baden et de Bâle-Mulhouse. De plus, des compagnies low cost débarquent, pour la première fois depuis dix ans, sur le tarmac strasbourgeois. Notamment la compagnie espagnole Vueling qui reliera Barcelone.

Mais Strasbourg est encore loin de Stuttgart, modèle de facilité d'accès. Là-bas, le nouveau parc des expositions dispose d'une situation privilégiée en termes de transports. Il est situé à proximité immédiate de l'aéroport, des autoroutes et d'une gare où s'arrêtera la future ligne à grande vitesse entre Paris et Francfort, prévue pour 2016. Toutefois, ces équipements sont éloignés du centre, à l'inverse de Strasbourg.

L'arrivée au Wacken

C'est de ce modèle que voulait s'inspirer l'ancienne majorité municipale. Robert Grossmann, ex premier adjoint UMP à la mairie de Strasbourg rappelle : « Notre

projet était de développer l'agglomération vers l'ouest, avec le Zénith et à côté, dans un projet cohérent, le nouveau parc des expositions. Nos successeurs à la mairie ont renoncé à étendre l'agglomération et ils ont décidé de tout concentrer dans le centre, au détriment de la qualité de vie. »

Au Wacken, l'accès en voiture peut s'avérer problématique pour les visiteurs. Tout d'abord, la signalétique indiquant la route à suivre pour rejoindre le PMC et le PEX est à revoir. Seule la direction du Wacken est indiquée, ce qui ne veut pas dire grand chose pour les visiteurs cherchant à rejoindre un congrès ou un salon. Par ailleurs, l'association des résidents de la rue du Tivoli, près du PMC, s'inquiète des flux automobiles qui va générer l'équipement modernisé. Selon Arnault Pfersdorff, le président : « Même si la rénovation du PMC est une bonne chose, cela va créer de nouvelles nuisances. Le quartier est déjà saturé le matin et le soir. Et lors de manifestations, on ne circule ni ne stationne plus. Tout simplement. » Pour Josiane Hoffmann, directrice de salons pour Strasbourg Événements, le plan de circulation n'est pas fait pour encaisser la sortie massive de véhicules. Même son de cloche chez Patrick Kempf, exposant au salon de la gastronomie Egast : « J'ai mis une heure et demi pour sortir du parking des exposants. »

Autre souci, le stationnement. Actuellement il existe 750 places de parking pour l'accueil des visiteurs. Elles sont réparties en deux emplacements : devant le Palais de la musique et des congrès et devant le hall 20 du Parc des expositions. L'offre est clairement insuffisante selon les riverains. Arnault Pfersdorff poursuit : « Le parking du PMC est insuffisant aujourd'hui et il va être réduit de moitié. Les visiteurs vont se garer dans les quartiers limitrophes où ils stationnent à la sauvagerie. »

Cette question du stationnement est tout juste à l'étude du côté de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS). Pour Damien Roy, chef de service marketing territorial et tourisme, « les chiffres en terme

de stationnement sont encore en discussion mais l'objectif n'est pas de surdimensionner l'offre de parking. Sur les congrès internationaux, que nous visons, la plupart de la clientèle vient en avion et en TGV. On veut insister sur les autres solutions de mobilité ».

Damien Roy dévoile même ce qui pourrait être l'aboutissement d'un vieux serpent de mer : la réalisation d'un tram-train. « Une nouvelle ligne sera créée dans le cadre de la mise en œuvre du tram-train, prévue pour 2015, annonce-t-il. Elle ira de la gare jusqu'au lycée Kléber en empruntant les grands boulevards pour éviter le centre-ville. Cela permettra aux congressistes de ne pas changer de tram à l'arrêt Homme de Fer et d'être plus vite au Wacken. »

LA VILLE VISE LES SOMMETS

La Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) rêve de devenir une ville de sommets internationaux. En 2009, la tenue du 21^e sommet de l'Otan à Strasbourg ne devait rien au hasard. Strasbourg Événements avait fait le forcing pour convaincre le ministère des Affaires étrangères. A la clé, un chiffre d'affaires de 2,5 millions d'euros avec la tenue au PMC des réunions du sommet des chefs d'Etat et l'accueil de 3000 journalistes au parc des expositions.

Mais les manifestations en marge du sommet et l'incendie de l'hôtel Ibis ont nui à l'image de la ville. « Tout incident est déplorable, bien entendu, mais ce type de grande manifestation attire forcément un sommet "off". A nous de nous organiser pour éviter tout débordement, concède Damien Roy, responsable du pôle marketing territorial et tourisme à la CUS. Cela ne refroidit pas notre ambition d'attirer les sommets internationaux. Nous avons maintenant un savoir-faire reconnu. » Malgré cela et son statut de ville européenne, Strasbourg n'a pas réussi à faire venir en 2011 les sommets du G8 et du G20, qui se sont déroulés à Cannes.

DOSSIER RÉALISÉ
PAR : VINCENT DI
GRANDE, EMILIE
JÉHANNO, HUGO
JOLION, LUCIE
MARNAS

Cactus contre vodka à l'Esca

De jour comme de nuit, de nombreux jeunes se retrouvent sur les berges de l'Ill, en face du quai des Pêcheurs. Au grand dam des riverains excédés.

AVEC la remontée des températures, les berges du bâtiment de l'Esca, au bord de l'Ill, se transforment en cantine de plein air. Accessibles au public et situées à proximité du lycée international des Pontonniers, qui ne dispose pas de restauration scolaire, elles sont dès midi occupées par les lycéens. Sur les bancs ou dans l'herbe, nourris de pizza ou de pâtes, ils viennent profiter des premiers rayons de soleil. « Jusqu'à la rentrée 2011, on pouvait manger au restaurant universitaire de la Gallia. Plus maintenant. Du coup, on doit se débrouiller comme on peut », explique un lycéen. La restauration rapide est l'option la plus utilisée. Par conséquent, les quelques poubelles installées le long de l'eau regorgent, voire débordent, de débris dès 13 heures.

Ambiance festive au bord de l'eau

Les berges ne désertent pas non plus le soir. Elles sont un lieu attractif pour les fêtards. Les boîtes de pâtes et les cartons de pizza cèdent place aux canettes de bière et autres boissons alcoolisées. Charlotte, Camille et Sophie, trois lycéennes de 17 ans, sont venues « boire un coup sur les berges ». Elles aiment « venir ici quand il fait beau. Et puis acheter une bouteille dans une épicerie, c'est moins cher que des consommations dans un bar ». Une bouteille d'Oasis à la main, elles jurent en riant qu'elle ne contient que la boisson du même nom, malgré le vif parfum de vodka qui s'en échappe. Installées sur un banc, elles font chacune à tour de rôle un petit voyage sous le pont Saint-Étienne. « Pour une pause pipi », précisent-elles. Cette portion des berges relativement cachée devient le temps d'une soirée une véritable pissotière, si l'on en croit la forte odeur qui s'en dégage. Les trois lycéennes passeront une partie de la nuit sous les fenêtres de l'Esca, avant de rejoindre leurs amis « dans le centre » et d'ajouter leur bouteille en plastique aux monticules de débris autour des poubelles.

Dix minutes plus tard, un groupe de cinq jeunes garçons les remplace sur le banc. Ils s'interrogent sur leur consommation d'alcool : « Qu'est-ce qu'on fait ?



Avec les beaux jours, les berges du bâtiment de l'Esca sont prises d'assaut jusqu'au milieu de la nuit, empêchant les habitants de dormir.

Deux bouteilles pour chez Mathieu et deux pour ici ? » Ils confient « venir ici avant (leurs) soirées. C'est ici que l'on planifie tout ! » Sur les berges, on boit, rit et danse au son de la musique venant des péniches arrimées quai des Pêcheurs. Ambiance festive au pied du bâtiment.

« Sept mois d'insomnie »

Pour Monique Kopff, 42 ans, qui travaille dans les environs et vient prendre le soleil l'après-midi, « c'est un quartier d'étudiants, un lieu de rencontres pour les jeunes, et donc bruyant ».

Un état de fait qui ne la heurte pas. En revanche, le retour des beaux jours

fait aussi grimper la température chez les résidents de l'Esca. « Notre chambre à coucher est au-dessus de deux bancs. Deux, trois ou cinq jeunes qui hurlent, qui rigolent jusqu'à trois heures du matin, c'est comme s'ils y en avaient 150 ! », s'agace une résidente d'une quarantaine d'années. Elle redoute la suite : « Là, on est parti pour sept mois de galère, toute la nuit et toutes les nuits. Je vous assure, je vais dans ma chambre à coucher avec angoisse tous les soirs et j'appelle la police une fois, deux fois, trois fois... Je n'exagère pas. La saison est en train de commencer. »

En cette fin de mois de mars, les occupants des berges ne sont pas nom-

breux, une quarantaine tout au plus le soir. À cette période de l'année, le bruit vient surtout de l'autre rive, du quai des Pêcheurs. Quatre péniches y sont amarrées. Le samedi soir, on entend au pied de l'Esca la musique assourdissante venant du Rafiot, débit de boissons flottant.

« Je suis surpris de voir la manière dont se comportent les propriétaires des péniches en face, déclare un résident de l'Esca. Elles sont de plus en plus bruyantes. Et puis je suis surpris, alors qu'on me parle de réglementation, des Bâtiments de France, de l'esthétique des berges, de voir dresser une toile de tente sur une péniche. » Le bar le Rafiot vient en effet

de déployer un chapiteau sur son pont. « Cette verrue me choque », tranche notre interlocuteur.

À cause du bruit, surtout celui des noctambules, certains riverains ont décidé d'inverser salon et chambre à coucher. D'autres vont voir régulièrement leur médecin. « Ils sont atteints sur le plan médical », précise Robert Hermann (PS), premier adjoint au maire et adjoint du quartier Strasbourg centre. Il rapporte aussi que d'autres ont purement et simplement revendu leur appartement.

Les résidents ont manifesté leur mécontentement lors d'une réunion publique, jeudi 22 mars. Le premier adjoint a présenté deux projets, visant à limiter la possibilité de s'installer sur les berges. Le premier consiste à créer un cheminement d'un mètre cinquante de large avec, de part et d'autre, des plantations basses, séparant ainsi les passants de l'eau. Le second scénario envisage un chemin de deux mètres de large, toujours bordé de plantations, situé cette fois directement le long de l'eau.

Un projet pour éloigner les jeunes

L'adjoint au maire a dû canaliser les revendications et tensions de la trentaine d'habitants présents : « Ça ne fait rien s'ils tombent à l'eau ! », s'est exclamé l'un d'eux lorsqu'à été abordée la dangerosité du second projet. Un autre a suggéré de planter des cactus pour éloigner jeunes et noctambules. Des riverains ont aussi proposé d'autres options : système d'arrosage dissuadant les promeneurs de s'asseoir, fermeture des berges après une certaine heure.

Au final, les habitants ont manifesté leur préférence pour le projet ne laissant qu'un chemin de 1,5 mètre de large avec des plantations de part et d'autre. Il a été validé par la mairie. L'objectif est d'éviter d'interdire cet espace au public. Car pour Robert Hermann, fermer les berges de l'Esca ouvrirait la voie à des interdictions similaires ailleurs.

Le projet prévoit la pause d'un nouveau dallage. Il ne pourra se faire avant juillet en raison de la mise en place d'échafaudages pour des travaux sur la toiture.

LISA AGOSTINI

Bataille de rue à Eckbolsheim

Depuis dix mois, une barrière se dresse sur le chemin des habitants de la rue des Erables, les empêchant d'emprunter la rue Salomon pour rejoindre le centre-ville.

Au mois de juin 2011, les riverains de la petite rue Salomon à Eckbolsheim en ont condamné l'accès à l'aide d'une barrière de chantier et d'une grille. Haute de deux mètres, elle occupe toute la largeur de ce chemin, réservé aux voitures des cinq riverains, mais aussi emprunté par des piétons et des cyclistes. « Propriété privée », justifient les panneaux. La voie Salomon appartient effectivement à ses riverains. Mais l'interdiction de passer constitue une gêne pour les personnes vivant dans les 28 habitations et les deux petits immeubles de la rue des Erables située de l'autre côté de la barrière, puisque l'accès direct au centre-ville leur est désormais coupé.

Jean-Louis Grasser demeure du mauvais côté de la grille : « On est obligés de faire un détour de 20 minutes à pied pour aller à la Coop », située à 400 mètres du centre d'Eckbolsheim. Idem pour rejoindre l'arrêt de bus ou l'école. Isabelle Bret, qui habite la rue des Erables depuis le mois de décembre, se plaint. Son fils « s'est fait agresser verbalement par un habitant de la rue Salomon alors qu'il allait juste prendre le bus ».

L'impression de passer pour des voleurs

Les habitants de la rue des Erables perdent patience. « Je passe quand même », avoue Isabelle Bret. Jean-Louis Grasser, qui ne veut pas que



Condamnée par ses propriétaires, la rue Salomon pourrait devenir une zone de rencontre.

la barrière touche sa clôture, l'a repoussée. Il n'aimerait pas être considéré comme complice de cette histoire. Du coup, il y a un passage d'à peine un mètre de largeur. « On se sent un peu gêné, on a l'impression de passer pour des voleurs », regrette Isabelle Bret. D'autres y vont franchement, sans état d'âme. « Mon fils, un peu sportif, saute par-dessus la barrière. Il s'est même fait poursuivre en voiture dans le centre-ville par un monsieur de la rue Salomon », prétend Nadine Schieber. La grille a été malmenée plus d'une fois. Elle est tordue dans tous les sens. Pour éviter qu'elle soit à nouveau forcée, des barres de fer ont été plantées dans le sol. « Un habitant de la

rue Salomon a fait constater les dégâts par huissier », soupire Daniel Morolli, retraité.

Trouver une solution à l'amiable

François Schieber, le mari de Nadine, est à l'origine d'une pétition qui a recueilli près de 200 signatures pour la réouverture de la rue Salomon. Il ne comprend pas cette situation : « 27 ans que j'habite ici et cette voie a toujours été ouverte. » Daniel Morolli fait partie des signataires : « Bien sûr que j'ai signé. Il fallait trouver une solution à l'amiable. » Mais s'il estime que la barrière, « esthétique-ment, c'est nul », il reconnaît que les propriétaires de la

rue Salomon sont « dans leur droit le plus strict ».

La rue Salomon est en effet divisée en autant de portions privées qu'il y a de terrains autour. C'est ce que ses riverains expliquent dans un courrier adressé à leurs voisins de la rue des Erables : « Nous avons fait apposer cet obstacle pour rappeler que cette voie est privée. Cette clôture s'est avérée nécessaire. » La responsabilité juridique des propriétaires est engagée dès qu'une personne transite sur leur terrain. En clair, si quelqu'un se casse la jambe au milieu de la rue, ceux-ci peuvent être poursuivis. En l'occurrence, « quelqu'un a porté plainte parce que le chien de

l'habitant de la maison du coin l'avait mordu », explique Nadine Schieber. Ce serait l'élément déclencheur de ce conflit local.

La mairie joue les médiateurs

Pour résoudre le problème, la mairie d'Eckbolsheim joue les médiateurs entre les habitants de la rue Salomon, regroupés derrière le même avocat, M^e Antoine Marcantoni, et la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS). Car en matière de classement de voirie, c'est la CUS qui est compétente. Pour Antoine Marcantoni, deux solutions s'offrent à la collectivité pour faire rentrer cette voie de force dans le domaine public : « Il y a l'expropriation et le classement d'office. » Dans l'intérêt de ses clients, l'avocat préfère « une bonne négociation à une mauvaise expropriation d'ici quelques années ». La CUS propose de réaménager le chemin de terre en une zone de rencontre. L'investissement s'élèverait à « environ 90 000 euros », selon une source de la mairie d'Eckbolsheim. En échange, les riverains céderaient leurs parcelles de terrain. A la mi-mars, une réunion a eu lieu avec les élus.

La balle est retournée dans le camp des riverains de la rue Salomon. S'ils devaient rejeter la proposition de créer une zone de rencontre, la voie serait ouverte pour une expropriation.

A Lipsheim, malgré les promesses du maire, la commune continue de grandir.

LIPSHEIM, UN VILLAGE TOUJOURS BIEN LOTI

Depuis novembre 2011, Lipsheim dispose d'un Plan local d'urbanisme (PLU) ambitieux. Ce document adopté par la municipalité et la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) planifie les projets de construction, principalement en termes de logements. Il prévoit 57 habitations nouvelles « à court terme », soit sur les deux à cinq ans à venir, selon Christelle Stabile, responsable du PLU de Lipsheim à la CUS. Deux projets sont portés par le promoteur Promogim, dont un de 36 appartements livrés en septembre et un autre de dix logements. Perspective Habitat construira onze habitations. Hors des prévisions du PLU, la résidence « Le Cottage », autre projet de Promogim, proposera 30 appartements sur la même période. A plus longue échéance, d'ici une dizaine d'années, environ 130 habi-

tations verront le jour. A l'ouest, un poulailler industriel cédera sa place à une trentaine de pavillons et de maisons en bande. A l'est, sur la route de Fegersheim, 100 résidences de même type sortiront de terre entre la voie ferrée et le route départementale. Ce projet n'est pas encore précisément daté. Mais s'il aboutit, Lipsheim pourrait accueillir 217 logements sur la prochaine décennie, soit 21,7 par an. Pourtant, en 2008, la liste du maire René Schaal (sans étiquette) l'a emporté en basant sa campagne sur le refus du plan d'urbanisme voulu par le sortant. Celui-ci projetait la construction de 800 logements sur 25 ans, soit 32 par an. Ce que les villageois ont rejeté massivement, dans un contexte de forte croissance de la commune. En 1990, 1700 Lipsheimois vivaient dans 603 loge-

ments. En 2006, ils étaient 2500 pour 990 habitations. Soit un rythme de construction de 24 résidences par an. René Schaal a suspendu le projet de son prédécesseur dès sa prise de fonctions : « Nous sommes un village et tenons à le rester », soutient-il aujourd'hui. D'ailleurs, il a multiplié les symboles. Sur le blason de Lipsheim, il a remplacé le mot « commune » par le terme de « village ». En guise de logo, la fleur de lin « rappelle notre histoire », explique-t-il. L'activité agricole occupe les trois-quarts du territoire communal. Lipsheim est située à l'extrémité sud de la CUS et son image de petite localité est renforcée par sa situation en cul-de-sac, ce qui limite la circulation. Mais René Schaal ne veut pas faire passer Lipsheim pour un « village gaulois ». C'est par cet argument

qu'il justifie les projets immobiliers à venir. Il faut dire qu'il n'a pas vraiment le choix. « Nous travaillons conjointement mais c'est la CUS qui est maître d'ouvrage, c'est elle qui valide le Plan », explique Christelle Stabile. D'ailleurs, la collectivité s'intéresse beaucoup à ce village équipée d'une gare pouvant être utilisée par les « rurbains ». Les habitants semblent peu informés de la situation. « Quoi ? Il va y avoir des logements à la Niedermatt ? », réagit une passante. Après l'étonnement, la colère : « Ici, il y a assez de logements et on en fait toujours plus. La circulation va augmenter. Nous ne serons bientôt plus un village. » Dans le jardin d'enfants, une jeune mère s'inquiète : « A la base, on s'est installés parce que c'était un village. L'évolution actuelle me dérange. »

FRANÇOIS CHEVRE

La résistance des mandolines

La société de musique schilikoise de l'Harmonie Liberté a fêté ses 100 ans en mars. Cinq autres formations ont traversé le siècle, avec plus ou moins de succès.



MARC SCHMITT/CUEJ

Les « nouveaux espoirs » de l'Orchestre des jeunes mandolinistes et guitaristes de Schiltigheim comptent actuellement 28 membres.

L'HARMONIE Liberté a fêté ses 100 ans en mars dernier. Pour l'occasion, une exposition lui était consacrée, à l'Hôtel de ville de Schiltigheim. Une société plus très fringante comme l'a confirmé lors du discours inaugural, son président, André Messier. Il a annoncé les adieux de la formation, mais, « *comme tout grand artiste, notre tournée d'adieux sera longue* », a-t-il ajouté. L'harmonie sera de fait toujours présente lors des cérémonies du 8 Mai et de la fête de la musique.

Des morceaux d'histoire

Ce retrait s'inscrit dans un contexte plus global d'effritement des effectifs de la majorité des six ensembles musicaux schilikoïses. Paradoxalement, ceux de l'école de musique sont, eux, passés de 300 à 430 musiciens en trois ans. « *Les formations musicales ne parviennent pas à attirer les jeunes. Le niveau qu'on leur demande est peut-être trop élevé, mais ils préfèrent aussi jouer entre copains* », explique Claude Siegwald, directeur de l'école municipale des arts.

En peine dans la société actuelle, ces ensembles musicaux sont le vestige d'une histoire schilikoïse très particulière. Entre 1895 et 1910, la population de la commune double pour s'établir à près de 17 000 âmes, dont les deux-tiers sont des ouvriers (*). Un milieu populaire qui se retrouve pour boire, discuter politique et jouer

de la musique entre amis dans les nombreuses auberges de la ville. C'est dans l'une d'elles, « *Zum Rappen* », que l'harmonie Liberté sera créée au cours d'une soirée arrosée pour fêter l'élection d'un conseiller municipal social-démocrate schilikoïse au Reichstag, la chambre des députés allemande. La pratique de la mandoline, un instrument amené par des immigrants italiens et plébiscité pour son faible coût d'achat, se répand dans la ville. Deux sociétés se créent autour d'elle, l'Espérance et la Sérénata.

Dissoutes par l'occupant nazi, ces formations connaissent un fort regain d'activité après la guerre. C'est l'époque des concerts en plein air devant plus de 1000 spectateurs. La Sérénata organise ses répétitions au premier étage de la brasserie Perle. « *Quand on tapait du pied, les serveurs savaient qu'il fallait nous amener des bières. C'était vraiment bon enfant* », se souvient Henri Benz, 81 ans et toujours mandoliniste.

Un âge d'or qui prend fin dans les années 1960 avec l'entrée dans la société de consommation, l'émergence de nouveaux loisirs et le déclin industriel d'une ville qui se transforme. Le combat des formations pour relever la tête commence dans les années 1980 autour de deux axes : la modernisation du répertoire et la reconstitution des forces.

En 1985, deux sociétés moribondes et vieilles de plus de soixante ans, les harmonies La Fanfare et

Sainte Cécile, prennent la décision radicale de fusionner pour former l'Harmonie de Schiltigheim. Grâce à un répertoire renouvelé et plus moderne, à une haute qualité musicale, grâce aussi aux liens de ses directeurs et présidents avec les écoles de musique, la formation décolle. Mieux, surfant sur la vague du retour en force des harmonies un peu partout dans la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS), elle organise depuis trois ans son concert annuel au Palais des congrès de Strasbourg où des centaines de spectateurs viennent l'applaudir.

Rebondir quand les effectifs chutent

Chez les mandolinistes et guitaristes, l'Espérance se modernise à partir des années 1980. Les « *pièces à effets* » de plus de dix minutes disparaissent pour laisser place notamment à des musiques de film. « *Aujourd'hui, il faut des morceaux plus courts, avec plus de rythme pour arriver à garder l'attention des gens* », indique Gérard Rudolf, son chef d'orchestre, qui a récemment arrangé la musique du titre *Je t'aime moi non plus*, de Serge Gainsbourg. Malgré tout, les effectifs chutent, passant d'une vingtaine de musiciens il y a trente ans à moins de dix aujourd'hui. L'Espérance doit se rapprocher de l'ensemble des guitaristes et mandolinistes d'Illkirch en 2006 pour répéter et disposer de renforts en musiciens lors de ses concerts.

En 2008, un nouveau pas

est franchi à la Sérénata avec l'arrivée d'un chef d'orchestre de 24 ans, Lionel Blessig, qui intègre notamment un morceau du groupe de hard rock finlandais Apocalyptica, dans son répertoire. Depuis son départ pour raisons professionnelles en 2011, la société a du mal à rebondir. Pour élargir leur répertoire, ses membres suivent des cours avec un professeur de guitare du conservatoire de Strasbourg spécialisé dans la musique orientale.

Des jeunes intègrent encore les sociétés. Mais ils sont de plus en plus difficiles à recruter. Cécile Versini, 14 ans, venue de Molsheim, joue à la Sérénata depuis quelques mois. « *Mon père jouait de la mandoline et je suis tombée amoureuse de cet instrument. J'ai découvert la Sérénata sur internet et je m'y plais bien* », assure-t-elle.

Mais l'expérience la plus concluante est sans doute celle de l'Orchestre des jeunes guitaristes et mandolinistes de Schiltigheim, société créée par Gérald Girardin

en 1991, suite à une scission avec la Sérénata. Un succès possible car c'est un des derniers professeurs de mandoline du secteur et parce qu'il enseigne aussi la guitare aux élèves qui n'ont pu intégrer l'école de musique de la commune, faute de place. Il bénéficie également du bouche à oreille de ses élèves. Des nouvelles recrues qui, outre leurs cours individuels, intègrent dans un premier temps l'orchestre des « *nouveaux espoirs* » qui compte actuellement 28 membres âgés de moins de 16 ans. Ceci avant d'entrer dans l'orchestre principal composé de 22 membres pour une moyenne d'âge de 25 ans. A l'occasion des inévitables départs quand des musiciens quittent la ville pour leurs études ou leur premier emploi, les plus jeunes prennent ainsi progressivement le relais.

Soigner la cohésion de groupe

Gérald Girardin, 77 ans, excelle également dans la manière de faire vivre son groupe. « *Il faut qu'il y ait de la cohésion. Tous les ans, on part un week-end faire une excursion tous ensemble et on fait une fête pour Noël* », s'exclame-t-il. « *On est là, on rigole entre deux morceaux. C'est sérieux, mais il y a une super ambiance* », s'enthousiasme Valérie, mandoliniste de 26 ans.

Y a-t-il encore un avenir pour les sociétés de musique ? Jean-Claude Gasparato, président de l'Ensemble d'accordéon Schiltigheim, crée il y a une trentaine d'années, se veut rassurant : « *Il y a toujours eu des hauts et des bas. Aujourd'hui, c'est la guitare et les harmonies qui sont dans l'air du temps. Demain, tout peut repartir pour les autres.* »

MARC SCHMITT

(*) Source : *Schiltigheim au XX^e siècle*, Annelise Gérard, Françoise Olivier-Utard, Armand Peter et Léon Strauss, BF éditions, 2007..

Créée en 1921, l'Espérance est la plus vieille société de mandolinistes et guitaristes de Schiltigheim.



L'ESPERANCE/DR

Mes pommes et moi

Depuis 22 ans, Jean-Philippe Goos vend sa propre récolte de fruits et légumes sur le marché de Neudorf.

FUJI, Gala, Idared, Pinova. Voilà quelques unes des variétés de pommes que propose Jean-Philippe Goos tous les mardis et samedis matins sur son étal de la halle du marché de Neudorf. Jaune, rouge, croquante ? Plutôt sucrée ? Légèrement acide ? À ses clients, dont beaucoup sont des habitués, il ne vend que des fruits et légumes de sa propre production. À côté de son étal, un herboriste. En face, une marchande de fromages.

Samedi, 6 heures du matin : Jean-Philippe Goos, chemise bleue à carreaux et blouson sans manches, est prêt à monter son stand de sept mètres et demi de long. À partir de 8 heures, les gens font la queue chez lui pour se fournir en pommes de terre, oignons, endives, mâche, radis, choux blancs et rouges, pissenlits et poireaux. Il vend aussi des jus de pommes, des mélanges de jus pomme-poire ou des nectars de fraise ou de quetsches. « *Il n'a que des produits de saison, pas de fraises au mois de mars ! Il cueille ses fruits et légumes, tout est frais et, en plus, il fait de bons prix* », explique l'une de ses fidèles clientes. Elle quitte le stand avec de la mâche et un sac de deux kilos de pommes Gala.

Le sens du contact

Originaire de Blaesheim, cet Alsacien de 43 ans aime le contact avec ses clients. « *J'en tutoie certains, d'autres viennent depuis vingt ans. Il m'arrive d'avoir des clients qui allaient au marché avec leurs parents quand ils étaient petits.* »

En même temps qu'il sert, il donne des conseils. Une jeune femme envisage de confectionner une tarte mais se demande quelle sorte de pommes conviendrait le mieux. « *La Boskoop* », répond Jean-Philippe Goos avec un grand sourire. Même quand il y a du monde dans la file d'attente, il reste détendu.

Le marché n'est pas seulement un lieu pour faire ses courses. Le commerçant écoute ses clients, le regard attentif derrière ses lunettes, et il les sert avec ses mains vigoureuses. Il n'oublie pas de demander de leurs nouvelles. Toujours aux petits soins, il assure même la livraison à domicile pour une cliente qui souffre du dos. « *Elle vient tous les quinze jours au marché pour choisir ses produits. Je les lui apporte quand j'ai fermé mon stand.* »

Jean-Philippe Goos est présent depuis mars 1990 sur le marché de Neudorf. Il l'a choisi pour deux raisons : parce qu'il a lieu le samedi et qu'il est couvert. Un cas unique à Strasbourg.

En dehors de celui-ci, il vend aussi ses fruits et légumes deux fois par semaine sur le marché rue du Faubourg National. Le vendredi soir, il propose la vente directe chez lui, à Blaesheim.

Neudorf : un marché de premier choix

Construite en 1954, la halle du marché de Neudorf a été rénovée en 2003. Elle a été équipée de nouvelles fenêtres, son éclairage a été revu et des points d'eau chaude ont été installés.

Depuis quatre-vingts ans, le marché a élu domicile dans le centre du quartier de Neudorf. En 1994, la halle a été surélevée d'un étage. Celui-ci accueille aujourd'hui une médiathèque et un centre médico-social. Les jours de marché, on trouve les étals de produits alimentaires à l'intérieur du bâtiment. Une vingtaine de marchands proposent leurs produits : fromages et laitages, poissons et fruits de mer, viandes, herbes aromatiques et thés, pâtisseries, chocolats et, avant tout, des fruits et légumes. À l'extérieur, le parking de la place du Marché est le domaine des stands de vêtements et d'articles ménagers. Une rôtisserie de poulets s'y est également installée.

Le stand de Jean-Philippe est rentable. « *Cela suffit pour vivre. Mais j'ai beaucoup de frais à couvrir, pour le matériel, les machines et le personnel.* » Le samedi, une dizaine de maraîchers proposent leurs produits sur ce marché. « *Des concurrents, qui sont aussi des collègues : on s'aide* », résume Jean-Philippe Goos.

Héritage familial et produits bio

Adolescent, Jean-Philippe Goos aidait déjà ses parents, eux aussi maraîchers. Après un CAP en horticulture et son service militaire, il a repris l'exploitation, puis s'est lancé seul sur le marché de Neudorf. À l'époque, le stand de ses parents était installé boulevard de la Marne.

Aujourd'hui, lorsqu'on lui demande ce qui lui plaît dans son métier, Jean-Philippe sourit. « *J'aime surtout tailler les arbres en hiver. Les arbres sont comme des personnes. Ils se ressemblent, mais chacun est différent ; quelques-uns*



A croquer ou en jus ? Le mardi et le samedi dès 8 heures, les pommes de Jean-Philippe Goos attirent les clients du marché de Neudorf.

sont malades, d'autres à moitié sauvages.

À Blaesheim, l'exploitant alsacien dispose de 4,5 hectares pour cultiver ses produits : quelque 25 tonnes de légumes par an et environ 30 à 40 tonnes de pommes.

Son objectif est de produire les fruits et légumes les plus sains possible. Une gageure. Utiliser des pesticides ne prend que deux journées par an, mais il y renonce. Il a choisi le désherbage mécanique, même si cela lui coûte deux à trois jours de travail toutes les trois semaines. Un exercice qui le contraint cependant à utiliser une machine qui consomme environ 60 litres de gazole par jour.

Afin de déterminer la méthode la plus écologique et se renseigner sur les nouveautés, Jean-Philippe Goos s'est rendu en février dernier au salon « Agrarwelt », à Friedrichshafen, en

Allemagne. Pas de barrière linguistique pour lui qui parle français, alsacien et allemand, passant d'une langue à l'autre avec une facilité impressionnante.

Une passion partagée au quotidien

Il travaille de 7 heures du matin jusqu'à 19h30 le soir, et plus tard encore lors de la récolte. Cultiver des fruits et légumes est un métier exigeant : en automne, il est à pied d'œuvre douze à treize heures par jour, sept jours sur sept. En période de récolte, ses parents l'épaulent ainsi que ses deux frères. Depuis trois ans, sa femme lui donne également un coup de main. Elle a quitté son métier d'infirmière à l'hôpital et garde leur fils.

Malgré son dur labeur, Jean-Philippe Goos n'imaginait pas exercer un autre mé-

tier. Il l'aime et il veut le pratiquer aussi longtemps que possible. « *Je travaille beaucoup, mais j'ai ma femme avec moi et mon petit de deux ans et demi. Il a déjà son petit tracteur à pédales* », raconte le maraîcher avec un sourire malicieux.

Les vacances sont rares. Pas question de partir en juillet ou août pour se prélasser au soleil. La famille Goos se repose fin mars ou début avril après le semis, puis encore une fois à la mi-novembre quand la récolte est rentrée. Sa femme étant originaire de la région lyonnaise, ils y passent le plus souvent leurs vacances. L'occasion de rendre visite à la belle-famille.

L'avenir de son exploitation agricole ? « *Je ne vais pas forcer mon fils à la reprendre. Il fera comme il voudra. Et pourquoi pas faire des études ? D'agronomie, par exemple !* »

ELISA HEIDENREICH

VIVA CITÉ

CENTRE UNIVERSITAIRE
D'ENSEIGNEMENT DU
JOURNALISME -
UNIVERSITÉ DE
STRASBOURG

11, RUE DU MARÉCHAL JUNG

CS 10068 - 67046

STRASBOURG CEDEX

TÉL. : 03 68 85 83 00

FAX. : 03 68 85 85 74

E-MAIL :

scola@cuej.unistra.fr

Web :

http://cuej.unistra.fr

http://cuej.info

DIRECTRICE DE PUBLICATION :

NICOLE GAUTHIER

ENCADREMENT :

THOMAS CALINON,

CATHERINE DAUDENHAN,

ALAIN PETER,

FRED VAIRETTY.

REDACTEUR EN CHEF :

Michaël Martin

RESPONSABLE PHOTOS :

François Chevré

PHOTO DE UNE :

Émilie Jehanno

RÉALISATION :

Lisa Agostini,

Sandra Chamiot-Poncet,

François Chevré,

Mathilde Cousin,

Vincent Di Grande,

Elisa Heidenreich,

Émilie Jehanno,

Hugo Jolion,

Lucie Marnas,

Michaël Martin,

Maxime Meyer,

Camille Richebois,

Marc Schmitt,

Charlotte Stiévenard,

Yolène Thorez

SUPPLÉMENT NEWS D'ILL,

numéro ISSN

0996-9624

IMPRESSION :

Gyss, Obernai